

Ingérence intolérable

Par Guillermo Alvarado

Image not found or type unknown



Le 7 novembre dernier, les Nicaraguayens ont célébré dans la rue la victoire de Daniel Ortega aux urnes.

Le président des États-Unis, Joseph Biden, semble déterminé à démontrer qu'en matière de non-respect de la souveraineté des peuples, du droit international et de la coexistence harmonieuse entre les nations,

il peut être encore pire que son infâme prédécesseur, Donald Trump.

Son administration vient de promulguer la loi dite de renforcement de l'adhésion du Nicaragua aux conditions pour la réforme électorale en 2021, plus connue sous le nom de «Renacer» pour son acronyme en anglais.

Cet instrument repose sur le postulat, manifestement faux, selon lequel les États-Unis peuvent imposer aux autres la manière dont ils élisent leurs dirigeants, ainsi que diriger la politique intérieure et agir contre un peuple si les résultats ne coïncident pas avec leurs intérêts.

Avant le suffrage au Nicaragua, la législation avait déjà été adoptée par la Chambre des représentants à Washington, où, soit dit en passant, six membres républicains et 29 membres démocrates l'ont rejetée, et Biden l'a signée le 10 novembre.

Ainsi donc, la Maison Blanche prévoit de nouvelles sanctions financières abusives contre Managua, y compris l'exclusion de l'accord de libre-échange d'Amérique centrale.

Tout cela parce que le président Daniel Ortega a été réélu pour le mandat 2022-2027 par une majorité écrasante de voix aux élections du 7 novembre.

Cet exercice démocratique s'est déroulé conformément à la législation en vigueur au Nicaragua et celle-ci doit être respectée, que l'on apprécie ou non ce qui se passe à l'intérieur de ce pays d'Amérique centrale, qui est d'ailleurs l'un des plus sûrs, doté du meilleur réseau hospitalier et éducatif et des meilleurs services publics et sociaux de la sous-région.

Les États-Unis ont le système électoral le plus absurde du continent. Bien souvent, on s'amuse même par le cirque qu'ils mettent en place, mais c'est celui qui est établi par la loi et personne ne pense à les sanctionner parce qu'on n'aime pas la façon dont il fonctionne. C'est peut-être ridicule, mais c'est légal.

D'autre part, Washington aspire historiquement à s'emparer de la Patrie de Sandino en raison de sa position géopolitique et de ses énormes richesses naturelles, notamment en eau, une ressource déjà rare dans le monde.

Les troupes nord-américaines ont envahi le Nicaragua de 1912 à 1933. Puis la Maison Blanche a soutenu et entretenu la cruelle dictature de Somoza, et lorsque celle-ci a été vaincue par la Révolution sandiniste, elle a imposé une guerre féroce qui a saigné le peuple à blanc entre 1979 et 1990.

Maintenant, les États-Unis veulent donner des leçons de démocratie et de civisme, sur la base de quels arguments, de quel droit?

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/276864-ingerence-intolerable>



Radio Habana Cuba